



Amplifier la mobilisation pour défendre le service public d'orientation de l'Education Nationale!

Les organisations syndicales nationales (SNES-FSU, CGT Educ'action, Sud Education, SE-UNSA, SGEN Cfdt) se félicitent du bilan de la journée nationale d'action du 8 Décembre.

Les attaques contre le réseau des CIO, soumis à des fermetures, des fusions entre sites, des relogements dans des conditions inacceptables pour le service rendu au public et pour les personnels, ont été largement médiatisées. La procédure de labellisation engagée et de réécriture des missions, leur redéfinition dans un sens faisant moins de place au suivi et à la réussite des élèves ont été fortement dénoncés dans les interventions en direction du Ministre, des Rectorats, des Conseils généraux et des préfetures. Les organisations syndicales ont récusé une démarche qui prétend vouloir édifier « un service public d'orientation tout au long de la vie » en commençant par démanteler le seul service public d'orientation existant actuellement.

Elles se sont félicitées de l'avis défavorable émis par le CNPTLV sur le décret et le cahier des charges mettant en place le « Pôle information orientation formation métiers » et la procédure de labellisation. Pourtant, le gouvernement continue à avancer à marche forcée et à vouloir imposer un cahier des charges inacceptable pour les conseillers d'orientation -psychologues et les Directeurs de CIO de l'Education Nationale. Celui-ci aboutirait en effet, à instaurer une super structure afin de « manager les différents services » et à imposer de nouvelles tâches aux personnels de l'Education Nationale, contraires à leur statut, et de nouveaux « référentiels-métiers ».

A qui fera-t-on croire que le service public d'orientation de l'Education Nationale pourra continuer à assurer ses missions prioritaires en direction des élèves et des étudiants, sans moyens supplémentaires, alors que 5 conseillers d'orientation-psychologues sur 6 partant en retraite ne sont pas remplacés, que le recours aux personnels contractuels atteint 30% dans certaines académies, alors que plusieurs Académies sont en train de « geler » de nombreux postes de Directeurs de CIO ?

Les organisations syndicales s'inquiètent des conséquences pour le public scolaire qui deviendra une cible de choix pour de nombreux organismes privés dont les intervenants n'offriront ni les mêmes qualifications, ni l'obligation de respecter des règles déontologiques quant aux conseils délivrés. Elle remarque d'ailleurs que cette condition a disparu de la première version du cahier des charges !

Elles s'opposent à ce que les enseignants dont les charges ne cessent de s'alourdir, et dont la formation est de plus en plus inexistante, se retrouvent seuls pour répondre aux questions et problèmes des élèves, si les conseillers d'orientation-psychologues, toujours moins nombreux sont de plus en plus accaparés par d'autres tâches.

Les organisations syndicales, SNES-FSU, CGT Educ'action, Sud Education, SE-UNSA, SGEN Cfdt renouvellent leur demande de rencontre avec le Ministre de l'Education Nationale. Elles appellent les personnels à la plus grande vigilance sur toutes les tentatives d'affaiblissement du réseau des CIO dans les académies et à l'organisation de réactions collectives et unitaires.

Elles invitent tous les personnels à utiliser la période du mois de Janvier pour se réunir dans les académies, mettre sur la place publique la situation faite aux CIO et aux personnels afin d'informer et de mobiliser largement, parents, enseignants et élus. Les cahiers revendicatifs, ainsi élaborés, serviront de base dans les actions, organisées à tous les niveaux. Elles se concerteront fin janvier pour convenir d'une poursuite rapide de ces actions qui pourront prendre la forme de présentation des cahiers revendicatifs, de témoignages dans la presse, d'un rassemblement national à Paris en mars.